

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Avignon, le 05/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DELORME SAS

375 Allée du Lubéron
ZA Prato III
84210 Pernes-Les-Fontaines

Références : D-00838-2024/LRAR N°1A 214 145 3376 2
Code AIOT : 0006401244

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2024 dans l'établissement DELORME SAS implanté lieu-dit Bois Feuillet 84100 Orange. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELORME SAS
- Bois Feuillet 2 Parcelles 925 - 926 84100 Orange
- Code AIOT : 0006401244
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Delorme SAS, dont le siège social est situé 375, allée du Luberon – ZA Prato III -84210 PERNES LES FONTAINES, est autorisée à exploiter une carrière sur la commune d'Orange, au lieu-dit « Bois Feuillet ». Cette carrière est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 15 mai 2024, pour une durée de 25 ans et un tonnage moyen de annuel de 50 000 tonnes.

Contexte de l'inspection :

- Récolement de l'arrêté d'autorisation du 15/05/2024 – surveillance environnementale

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eaux souterraines

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	PLAN DE SURVEILLANCE DES RETOMBÉES DE POUSSIÈRES	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.3.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	CAMPAGNES DE MESURES ET DE SUIVI DES RETOMBÉES DE POUSSIÈRES	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.3.3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Définition des indicateurs de suivi des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.3.4.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	MESURES DES CONCENTRATIONS EN PM 10 AU NIVEAU DES HABITATIONS À PROXIMITÉ D	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.3.6	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	EFFETS SUR LES EAUX SOUTERRAINES	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 4.5.3.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Programme de surveillance	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 4.5.3.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	SURVEILLANCE PÉRIODIQUE DES NIVEAUX SONORES	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 6.2.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a été constaté six non-conformités au cours de cette visite, relatives à la surveillance environnementale de la carrière. L'inspection des Installations Classées propose à monsieur le Préfet de Vaucluse, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions des 6 articles objets de non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PLAN DE SURVEILLANCE DES RETOMBÉES DE POUSSIÈRES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, PLAN DE SURVEILLANCE DES RETOMBÉES DE POUSSIÈRES
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées.</p> <p>L'emplacement des stations de mesures défini dans un plan de surveillance, tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Le plan de surveillance comprend des stations de mesures de types (a), (b) et (c) conformément à l'article 19.6 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé. En particulier, un suivi des retombées de poussières dans l'environnement au niveau des habitations et des établissements sensibles (centre aéré, lycée agricole,...) les plus proches est mis en place. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant ("bruit de fond") est prévu.</p> <p>Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p> <p>La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant justifie la représentativité des données corrigées fournies en lieu et place de celles qu'il aurait obtenues par une station météorologique implantée sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Actuellement, l'exploitant exerce un suivi des retombées de poussières par la méthode des plaquettes et non des jauges. Il n'a pas établi de plan de surveillance, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous 1 mois, établir le plan de surveillance, conformément aux dispositions de l'article 19.5 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : CAMPAGNES DE MESURES ET DE SUIVI DES RETOMBÉES DE POUSSIÈRES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, CAMPAGNES DE MESURES ET DE SUIVI DES RETOMBÉES DE POUSSIÈRES
Prescription contrôlée : Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place suivant l'emplacement des stations de mesures défini dans le plan de surveillance. En fonction de l'avancement de l'exploitation et de sa configuration, le suivi des retombées de poussières est effectué sur l'ensemble des stations de mesures de type (b) et (c), ou sur une partie d'entre elles seulement. Ce choix est alors précisément expliqué et justifié dans le bilan annuel prévu au 2.10 du présent arrêté. Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées de poussières. Le respect de la norme NF X 43-014 dans la réalisation de ce suivi est réputé garantir la représentativité des échantillons prélevés et assurer la justesse et la traçabilité des résultats. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m ² /jour. Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur objectif définie au 3.3.4, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur objectif prévue ci-dessus, et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au 2.10. du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé de campagne de suivi des retombées de poussières par la méthode des jauges.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous 2 mois, débiter la première campagne de surveillance des retombées de poussières par la méthode des jauges, conformément aux dispositions des articles 19.5 à 8 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Définition des indicateurs de suivi des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.3.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Définition des indicateurs de suivi des retombées de poussières
Prescription contrôlée : Les objectifs retenus pour la surveillance des retombées de poussières, avec un système de jauges, sont pour les jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance : 0,5 g/m ² /jour en moyenne annuelle glissante.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé de campagne de suivi des retombées de poussières par la méthode des jauges (cf PdC précédent).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous 2 mois, débiter la première campagne de surveillance des retombées de poussières par la méthode des jauges, conformément aux dispositions des articles 19.5 à 8 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : MESURES DES CONCENTRATIONS EN PM 10 AU NIVEAU DES HABITATIONS À PROXIMITÉ D

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.3.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, MESURES DES CONCENTRATIONS EN PM 10 AU NIVEAU DES HABITATIONS À PROXIMITÉ D</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de contrôler l'efficacité des mesures d'abattement de poussières mises en place, l'exploitant fait réaliser par un organisme accrédité des mesures des concentrations en poussières fines « PM10 » au droit des habitations les plus proches et des établissements sensibles (centre aéré, lycée agricole).</p> <p>Ces mesures de particules fines sont réalisées dans les trois mois suivants la mise en service de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lorsque les conditions météorologiques sont favorables aux émissions de poussières (temps sec et jour avec vent dominant) ; • lors des activités de la carrière émettrices de poussières (décapage, extraction à sec, circulation externe et interne...). <p>Une mesure devra être réalisée sur un point non exposé pour pouvoir comparer avec la valeur du bruit de fond. L'exploitant veille à ne pas faire de mesures au niveau de points sous l'influence d'autres émetteurs importants de poussières.</p> <p>La valeur mesurée est comparée soit à la valeur limite réglementaire pour les PM10 en France (40 g /m³), soit à la valeur guide sanitaire de l'OMS (15 g/m³ en moyenne annuelle). Dans le cas où ces valeurs ne seraient pas respectées, des mesures complémentaires devront être proposées par l'exploitant. Le résultat de cette campagne sont transmis à l'agence régionale de santé et à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réalisation, accompagnées du descriptif des mesures complémentaires d'abattement des poussières éventuellement nécessaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant n'a pas encore procédé à la réalisation des mesures de concentrations en poussières fines « PM10 » au droit des habitations et des établissements sensibles les plus proches. L'exploitant indique qu'il a pris attache avec un prestataire, afin de procéder aux mesures attendues. Il présente un devis à cet effet en date du 24</p>

septembre 2024, en vue d'effectuer une campagne de mesures avec des appareils portatifs. Il signale que les opérations propices à l'émission de poussières (extraction, défrichage ou décapage) n'ont pas encore été menées et devraient débuter au cours de l'hiver prochain.

La DREAL signale, qu'à la suite d'échanges récents avec l'ARS, les dispositifs portatifs utilisés pour mesurer l'exposition des travailleurs sont jugés non adaptés aux mesures des concentrations en silice dans l'environnement. Dans cet objectif, l'ARS préconise l'utilisation de préleveurs de type « PM10 Leckel » ou « partisol », jugés plus pertinents pour effectuer les mesures en poussières inhalables et, par la suite, faire une interprétation sanitaire des données recueillies.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection prend note de la non reprise des opérations propices aux émissions de poussières, telles que le décapage et l'extraction de matériaux, depuis la délivrance du nouvel arrêté d'autorisation.

Il est demandé à l'exploitant de communiquer à Monsieur le Préfet de Vaucluse le bon de commande de l'organisme accrédité retenu pour la réalisation de ces mesures, selon les techniques préconisées par l'ARS, dans un délai n'allant pas au-delà de 2 mois. Le protocole de mesure, défini en accord avec l'organisme accrédité, pourra être transmis à l'inspection des installations classées et à l'ARS au besoin, préalablement à la réalisation de la campagne de mesures à effectuer lors de la prochaine campagne de décapage et d'extraction de matériaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : EFFETS SUR LES EAUX SOUTERRAINES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 4.5.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, EFFETS SUR LES EAUX SOUTERRAINES

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines constitué a minima de 3 piézomètres et 1 forage. La localisation des ouvrages est précisée sur un plan. Ce plan est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'avis et les recommandations de l'hydrogéologue sont remis à l'inspection des installations classées accompagnés des propositions de l'exploitant.

Constats :

Actuellement, le site comporte un forage et un piézomètre de suivi. L'exploitant indique que les deux piézomètres supplémentaires n'ont pas encore été réalisés. Il présente un devis signé du 07/11/2024 relatif à la réalisation des deux ouvrages.

Lors de la visite terrain, il est constaté que le piézomètre existant est entouré d'un stock important de matériaux recyclés, rendant son accès difficile.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

l'exploitant doit :

- sous 2 mois, transmettre le compte-rendu relatif à la mise en place des deux piézomètres supplémentaires ;
- sous 1 semaine, dégager l'accès au piézomètre existant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 4.5.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance

Prescription contrôlée :

En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux). Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Les analyses des eaux prélevées portent sur les paramètres et fréquences suivants :

Paramètres	Fréquence	Méthodes de référence
Niveau piézométrique	Mensuelle	
Température	Semestrielle	
pH	Semestrielle	NF T 90008
Conductivité	Semestrielle	
Turbidité	Semestrielle	
Hydrocarbures (HCT)	Semestrielle	NF EN ISO 9377-2 + NF EN ISO 11423-1 (à remplacer par la norme XP T 90124 dès sa parution) ou NF M 07-203
Métaux totaux	Semestrielle	
Matières en suspension totales (MEST)	Semestrielle	NF EN 872
DBO5	Semestrielle	
Demande chimique en oxygène (DCO)	Semestrielle	NF T 90101 ou ISO 15705 (utilisable si la concentration est inférieure à 30 mg/l)

Une carte indiquant les niveaux iso-pièzes et le(s) sens d'écoulement de la nappe est réalisée à l'occasion de chaque prélèvement.

Pour chaque puits, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).

Les résultats des mesures relatives aux eaux souterraines sont archivés par l'exploitant pendant au moins toute la durée de l'exploitation.

Constats :

Actuellement, la société Delorme effectue le suivi de la qualité des eaux souterraines uniquement sur le piézomètre existant. Il présente le rapport du 27 septembre 2024, relatif au dernier relevé effectué le 10 juin 2024 par son prestataire. Le rapport ne mentionne aucune anomalie particulière. L'inspection note que les paramètres MES, DCO et DBO5 n'ont pas été contrôlés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit, sous 3 mois, effectuer une nouvelle campagne de mesures sur les 4 ouvrages de suivi du site, pour l'ensemble des paramètres requis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : SURVEILLANCE PÉRIODIQUE DES NIVEAUX SONORES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 6.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, SURVEILLANCE PÉRIODIQUE DES NIVEAUX SONORES
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et de zone à émergence réglementée. Une première mesure est effectuée dans les trois mois suivants la mise en service de l'installation, puis selon une fréquence annuelle. [...]
Constats : L'exploitant présente le rapport du 14/10/2024, relatif aux mesures effectuées par son prestataire le 10/10/2024. Ce rapport fait apparaître un respect des valeurs maximales applicables, en limite de propriété et en zone à émergence réglementée.
Type de suites proposées : Sans suite